

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

L'évolution de la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient au cours de la présidence de Barack Obama

Colonel Elias Mrad (Liban)

Sous la direction de

Serge Gadal

Docteur en histoire, fondateur des éditions Astrée

Table des matières

INTRODUCTION	1
1. L'ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS JUSQU'À L'ARRIVÉE DU PRÉSIDENT BARACK OBAMA	3
1.1. LE DÉVELOPPEMENT DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE AU MOYEN ORIENT	3
1.2. LES FONDEMENTS DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE.....	5
2. LES TENTATIVES MALADROITES D'OBAMA DE BÂTIR UNE NOUVELLE DOCTRINE DÈS SON ARRIVÉ AU POUVOIR, JUSQU'À LA NSS DE 2015.....	8
2.1. EST-CE QUE LE PRÉSIDENT OBAMA DISPOSE D'UNE « GRANDE STRATÉGIE » POUR LA RÉGION ?.....	8
2.2. LA STRATÉGIE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DE L'ANNÉE 2015.....	11
3. L'INFLUENCE DE L'ACCORD AVEC L'IRAN, L'INTERVENTION RUSSE ET DU SOMMET DE CAMP DAVID SUR LA STRATÉGIE AMÉRICAINE ACTUELLE....	13
3.1. LES AMENDEMENTS APRÈS L'ACCORD NUCLÉAIRE AVEC L'IRAN...13	
3.2. L'INTERVENTION RUSSE EN SYRIE.....	15
3.3. LES OPTIONS ET LES AMEDEMETS APRÈS LE SOMMET DE CAMP DAVID AVEC LES DIRIGEANTS DES PAYS DU C C G.....	17
CONCLUSION.....	22
ANNEXE 1 : Acronymes	
ANNEXE 2 : Le Proche et le Moyen Orient	
ANNEXE 3 : Comparaison des représentations des enjeux du système-monde selon une approche cognitive entre les Etats-Unis et l'Iran	
ANNEXE 4 : La situation en Syrie après l'intervention Russe	
BIBLIOGRAPHIE.....	

Sommaire

L'évolution de la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient au cours de la présidence de Barack Obama

PREMIÈRE PARTIE L'évolution de la stratégie des États-Unis jusqu'à l'arrivée du président Barack Obama.

Le développement de la stratégie américaine au Moyen-Orient.
Les fondements de la stratégie américaine.

DEUXIEME PARTIE Les tentatives maladroites d'Obama de bâtir une nouvelle doctrine dès son arrivée au pouvoir, jusqu'à la NSS de 2015.

Est-ce que le président Obama dispose d'une « Grande Stratégie » pour la région?
La stratégie de la sécurité nationale de l'année 2015.

TROISIEME PARTIE L'influence de l'accord avec l'Iran, l'intervention russe et du sommet de camp David sur la stratégie américaine actuelle.

Les amendements après l'accord nucléaire avec l'Iran.
L'intervention russe en Syrie.
Les options et les amendements après le sommet de camp David avec les dirigeants des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

Introduction

Les régions du Moyen-Orient et du Sud-Ouest de l'Asie (Annexe 2) ont connu des guerres successives, dont certaines étaient internes et d'autres externes, où les États-Unis ont joué, sans exception, un rôle principal ou secondaire. Or le grand paradoxe résida dans le fait que les États-Unis se sont trouvés pendant cette période, dans un état de confrontation et d'agression avec la plupart des acteurs de ces crises et guerres à l'instar de l'Iran, l'Irak, Al-Qaeda et Taliban, pays hostiles entre elles.

Les E-U ont entamé une guerre controversée contre l'Irak, et ont poursuivi leur lutte contre l'Iran, ont consenti des efforts médiocres pour trouver une solution au conflit palestinien – israélien, ont empêché Al-Qaeda de jouir d'un abri sécurisé après qu'ils aient renversé le règne des Talibans, tout en causant le chaos et l'instabilité qui ont touché de larges régions au Pakistan.

Avec la participation de certains nouveaux acteurs, les anciennes questions héritées par plusieurs présidents ont subi quelques changements de forme mais pas de fond, et les E-U n'ont pu réussir à résoudre aucune question chronique héritée ; il paraît que les nouvelles crises aussi, urgentes qu'elles soient, resteraient pour de longues années non résolues.

Chaque nouveau président américain cherche à ne pas suivre le modèle de son prédécesseur dans ses choix et ses priorités. Il fixe alors son propre calendrier voulant écrire sa page signée de son nom dans l'histoire, cependant il se heurte à la réalité et à sa complexité et ne trouve pas le temps pour accomplir ce qu'il désire. Il réalise alors que faire face aux importantes évolutions externes et internes nécessite une reconsidération des priorités, ce qui rendra la situation encore plus complexe et il sera encore plus difficile aux E-U, en tant que force extérieure, de trouver le langage et le choix convenables pour faire face aux situations urgentes en concordance avec ses intérêts et les intérêts de ses alliés en dépit des contradictions qui règnent entre eux à l'instar des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

En faisant face aux situations compliquées au Moyen-Orient, une question centrale reste à poser: quelles sont les meilleures options que peuvent adopter les E-U afin de réaliser leurs objectifs et préserver leur sécurité, tout en prenant en considération les intérêts des alliés régionaux et leurs ambitions, et qui seront acceptées en même temps par les autres forces internationales? Dans la majorité des cas, les options choisies sont menacées par l'échec, lorsqu'une urgence émerge dans un pays ne figurant pas parmi les grandes puissances.

Les leçons apprises des expériences américaines du passé nous conduisent à reconnaître les limites de la puissance et la mesure dans laquelle on peut s'en servir afin de contrôler les événements et prévenir le glissement vers l'instabilité et le chaos. Dans ce contexte, et suite au pillage qui a eu lieu à Bagdad, après l'entrée des troupes américaines, le Secrétaire à la défense Donald Rumsfeld a déclaré que les faits indiquent la réalité de la région tout entière.

Suite aux faits et réalités liés à la stratégie américaine au Moyen-Orient y compris tous l'espoir qu'elle porte et les déceptions qu'elle cause en ce qui concerne l'avenir de la région, il est devenu nécessaire que les Américains apprennent à vivre dans une région où l'on ne peut pas prédire les événements, et que les peuples du Moyen-Orient doivent à leur tour apprendre comment se comporter vis-à-vis d'un pays important comme les E-U vu que l'on ne peut pas prévoir les choix et les promesses que ces comportements pourraient réaliser au sein des courts mandats des présidents américains¹.

A noter que la recherche portant sur les bases de la stratégie américaine et son développement en vue de comprendre la stratégie adoptée par le Président Barak Obama envers la région du Moyen-Orient, et suite à ses options de se retirer militairement de la région et l'ouverture sur l'Iran après plus de trois décennies et demie d'hostilité, mérite de la repartir en trois parties comme suit:

1. L'évolution de la stratégie des États-Unis jusqu'à l'arrivée du président Barak Obama.

1.1. Le développement de la stratégie américaine au Moyen Orient.

1.2. Les fondements de la stratégie américaine.

2. Les tentatives maladroites d'Obama de bâtir une nouvelle doctrine dès son arrivée au pouvoir, jusqu'à la NSS de 2015.

2.1. Est-ce que le président Obama dispose d'une « Grande stratégie » pour la région?

2.2. La stratégie de la sécurité nationale de l'année 2015.

3. L'influence de l'accord nucléaire avec l'Iran, l'intervention russe en Syrie et du sommet de Camp David sur la stratégie américaine actuelle.

3.1. Les amendements après l'accord nucléaire avec l'Iran.

3.2. L'intervention russe en Syrie.

3.3. Les options et les amendements après le sommet de Camp David avec les dirigeants des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

¹ Lawrence Freedman, "A Choice of Enemies", p. 506.

1. L'évolution de la stratégie des États-Unis jusqu'à l'arrivée du président Barak Obama.

1.1. Le développement de la stratégie américaine au Moyen Orient.

Au XIXème siècle et au début du XXème siècle, les E-U préféraient rester dans un état d'isolement par rapport à l'Europe et à l'Asie. Ils se concentraient surtout sur leur développement propre ainsi que sur la dispersion de leur pouvoir sur les Etats américains. Aussi, ils rejetaient toute intervention européenne dans l'hémisphère ouest. Ce principe était sanctifié à travers la doctrine de Monroe qui condamne toute intervention ou hégémonie européenne dans les affaires du continent américain.

Au XXème siècle, la situation (l'isolement de l'Europe et de l'Asie) a changé et les E-U ont témoigné une ascendance de plus en plus rapide au niveau de leur position et de leur rôle en tant que force influente dans le monde. Le premier élan a eu lieu à la fin de la première guerre mondiale alors que le 2ème a eu lieu à la fin de la guerre froide, au début des années 90.

Dans un premier temps, le rôle américain dans la politique internationale était marqué par le discours du président Woodrow Wilson présentant son programme de 14 points à la conférence de Paix de Paris en 1919, qui a abordé le rejet de toutes les ambitions impériales et coloniales européennes. Ce discours était une sorte de communiqué idéologique directif des E-U, mettant en place les principes fondamentaux de l'indépendance des pays et de la détermination du sort des peuples².

En outre, il convient de mentionner les conséquences négatives engendrées par la dépression économique des années 30 qui a eu lieu partout dans le monde sur la position de l'Amérique sur le plan international. Cependant, la montée de l'Allemagne nazie et puis le déclenchement de la seconde guerre mondiale ont mené l'Europe à considérer l'Amérique comme étant la seule force capable de la secourir dans la guerre contre l'Allemagne nazie et ses alliés.

Après la 2ème guerre mondiale, l'Amérique se trouva en confrontation avec les pays de l'Union soviétique, ennemis et concurrents sur la scène mondiale qui constituaient pour le peuple l'adversaire idéologique du système capitaliste américain.

A la fin des années 40, les Etats- Unis disposait de toutes les larges espaces en Europe et sur le continent asiatique, d'un nombre d'habitants considérable, des éléments de la force industrielle ainsi que d'un système associant à la fois l'utopique et le matériel pour remplacer et concurrencer « le rêve américain »³.

Durant cette période de confrontation avec l'USSR, la stratégie américaine se basait sur deux règles:

² Margret Mac Wellon, "**The Peace Makers**", John Mursay. London, 2001, pp. 19 – 21.

³ Zbigniew Brezinski, "**Strategic Vision- America and the Crisis of Global Power**" Basic Books, New York, pp. 20- 21.

La 1ère règle : *la défense nucléaire*, se manifestant par l'augmentation de la réserve américaine de bombes nucléaires et l'élargissement de la flotte aérienne militaire américaine capable de pénétrer l'espace aérien soviétique pour lancer des centaines de têtes nucléaires sur des villes et des cibles de grande importance.

La 2ème règle : *la stratégie de contournement*, se manifestant par la mise en place d'alliances militaires avec les pays proches de l'USSR allant de l'Europe passant par le Moyen-Orient, le sous-continent indien et l'Extrême-Orient pour arriver enfin à la région du Pacifique. Ils projetaient même contrôler les océans, la mer et les voies navigables à travers la construction d'une force navale si importante qui sera répandue dans le monde entier. Cette stratégie figurait dans le cadre de la mise en place des différentes théories de la guerre globale.

Au milieu des années 1950, l'intensification du conflit entre L'Amérique et l'USSR pour gagner du pouvoir au Moyen-Orient était très remarquable. Cet affrontement a atteint son apogée après la guerre Israélo-Arabe en 1967. A ce moment-là, les E-U cherchaient à nouer des relations solides avec l'Arabie Saoudite à travers la fameuse réunion « au style américain » entre le président Roosevelt et le roi Abed Al-Aziz Al Saoud en 1947. Les E-U ont cherché, dans les années 1950 et surtout à l'époque du président Dwight D. Eisenhower, à resserrer les liens avec les pays du Moyen-Orient. Aussi, elle a cherché à créer un lien entre ces relations et une alliance stratégique appelée « Pacte de Bagdad », regroupant les pays du Moyen-Orient et les pays du Sud-ouest de l'Asie. Le « Pacte de Bagdad » a été dénommé plus tard le « Pacte de CENTO » et ce, dans le cadre de la stratégie américaine globale d'endiguement de l'USSR et de son pouvoir dans la région. Le tournant de la situation qui a permis l'entrée des E-U dans la région était la stricte décision du président Eisenhower contre l'invasion britannique, française et Israélienne de l'Egypte en 1956 et ses ordres autant stricts de retirer leurs forces immédiatement du territoire égyptien dans le Sinaï, le Canal de Suez et le Port-Saïd.

Trois décennies plus tard, le défi soviétique contre l'Amérique a été relevé pour des raisons liées à la nature du système socialiste et l'infertilité de l'idéologie appliquée à l'intérieur de l'Union. Aussi, le grand nombre d'erreurs commises dans la politique étrangère, la faillite bureaucratique, la dépression socio-économique, les révolutions dans les pays de l'Europe orientale et l'hostilité contre la Chine ont mené à la fin de ce défi. L'USSR a explosé de l'intérieur, ainsi se sont libérés tous les pays et peuple qui ont été forcés par Staline de rejoindre l'U S après la 2ème Guerre Mondiale. Plusieurs autres pays de l'Europe de l'Ouest les ont précédés et ont brisé leur alliance avec l'USSR.

En 1991, après l'éclatement de l'USSR prédominait le sentiment que la victoire de l'Amérique va durer, qu'elle n'aura pas de concurrents, que le monde entier sera régi par un seul pôle, qu'on est arrivé à « la fin de l'histoire » et que le temps s'arrête là⁴.

⁴ Henry Kissinger, “ **Does America Need A Foreign Policy** ”, New York Simon and Schuster, 2001, pp. 17-31.

Cette situation a mené les dirigeants américains à faire passer l'idée que le 21ème siècle est un siècle parfaitement américain. Dans ce contexte, le président américain Bill Clinton au début de son 2ème discours présidentiel le 20 janvier 1997 a dit : « *dans mon dernier discours présidentiel du 20ème siècle, figurons les défis qui nous attendent dans le prochain siècle... à l'aube du 21ème siècle... l'Amérique est la seule nation convenable à la gestion du monde* »⁵. Le président Georges W. Bush a suivi et dit « *Dieu a choisi notre nation, avec l'autorisation de l'Histoire, pour être un modèle pour le monde entier* » (28 Aout 2002)⁶.

Cependant, la vision des deux présidents n'a pas été réalisée en raison de changements rapides qui ont surgi, notamment l'essor économique de la Chine, l'endettement américain et l'entrée de l'Amérique en guerre contre l'Afghanistan et l'Irak. Les doutes résultants des grandes erreurs commises par les politiques du président Bush, ont accéléré le déclin du rôle américain dans la politique internationale.

La récession économique aux E-U entre l'année 2008 et 2009 a affaibli la confiance internationale en le pouvoir des E-U à gérer le monde économiquement et politiquement. Elle a aussi remis en question la crédibilité de l'appel de l'Amérique depuis des décennies à la justice sociale et à la déontologie financière dans la gestion des affaires. Les peuples se sont sentis trompés par l'Amérique et le rêve de rejoindre « le rêve américain » est devenu un cauchemar.

Ainsi, peut-on déduire qu'il existe un lien direct entre la force de l'Amérique à l'étranger, sa capacité de gestion et son aptitude à faire face aux problèmes internes qui surgissent. Ce lien a mené de nombreux grands intellectuels américains à dire que l'aptitude d'améliorer la performance et de faire les réformes nécessaires dans le système interne forment le point de départ convenable et efficace à la réhabilitation de l'Amérique pour jouer son rôle dans le monde, et que suivre un chemin quelconque nécessite une opération de rectification globale et la mise en place de procédures qui ne peuvent pas être détaillées dans ce projet.

1.2. Les fondements de la stratégie américaine.

Toutes les stratégies américaines au Moyen-Orient servent les intérêts américains vitaux dans la région, à noter : le pétrole, Israël et la lutte contre le terrorisme. La majorité des Américains croient que les relations de leur pays avec le Moyen-Orient se basent essentiellement sur l'obtention du pétrole et la continuité de son écoulement à des prix réduits. C'est vrai, et si le Moyen-Orient n'était pas exportateur de pétrole, il serait resté parmi les pays importants pour la politique américaine pour des raisons géostratégiques. La 2ème raison de l'intérêt américain aux affaires du Moyen-Orient, c'est profondément la présence d'Israël dans la région, vu l'importance qu'ils accordent à la sécurité d'Israël et sa survie. Le chercheur et ancien conseiller des affaires pakistanaises au Ministère des

⁵ www.Learningenglish.voanews.com/content/americain-history-bill-clinton-second-term-as-president

⁶ James P. Pfiffner, "George W. Bush: Policy, Politics, and Personality", The School of Public Policy, George Mason University p. 176

Affaires étrangères en Amérique, Vali Nasr, pense que « les souhaits du président Georges W. Bush de changer le comportement arabe vis-à-vis d'Israël ont constitué une raison principale pour mener la guerre contre le président Saddam Hussein »⁷. En effet, ce qui a poussé les néoconservateurs américains à se dépêcher dans la prise de la décision de mener la guerre contre l'Irak reposait sur l'existence d'extrémisme et d'hostilité envers l'Amérique ainsi que d'hostilité envers Israël.

Au début, l'administration de Barack Obama a essayé de rendre l'Asie l'axe principal de la stratégie américaine; évitant ainsi de se mêler dans les crises du Moyen-Orient, ce qui a causé l'entrée de l'Amérique dans des guerres difficiles contre l'Afghanistan et l'Irak. Cela a causé de même la mort de beaucoup de gens et la perte d'argent. Cependant, les faits ont démontré que l'abandon du Moyen-Orient malgré les défis qui en résulteront dans le domaine de l'énergie, de la sécurité d'Israël et de la lutte contre le terrorisme, est une tentative pour échapper à la réalité et aux changements qui s'opposent à la politique étrangère américaine dans la région.

Durant la guerre froide, l'Amérique a essayé d'interdire les Soviétiques d'étendre leur influence dans la région. Elle avait aussi peur que les Arabes ne décident de couper le robinet du pétrole pour des raisons politiques liées au conflit avec Israël et le soutien que lui accordent l'Amérique et l'Occident. En effet, le choc pétrolier a eu lieu en 1973 par une décision prise par l'Arabie Saoudite. On fait courir en Amérique la rumeur que Washington est capable de résoudre ses problèmes au Moyen-Orient par la garantie d'un plus grand nombre de sources d'énergie et le développement des techniques de pompage du pétrole du stock du Canada et du Mexique et qu'en 2020, l'Amérique pourra être exportatrice de pétrole. En plus, malgré que les réserves américaines et canadiennes de pétrole équivalent aux réserves pétrolières de tous les pays du Golfe, de l'Iran et de la Libye, dire qu'il est nécessaire d'atteindre une autosuffisance américaine pétrolière est une résolution d'un problème fictif. En fait, le pétrole existant au Moyen-Orient est nécessaire à la Chine, à l'Inde, au Japon et à la Corée du Sud et d'énormes répercussions sur le marché d'énergie et sur la prospérité économique mondiale résultent de tout manque d'accès à cette source. Tous les consommateurs et producteurs seront pareillement affectés. Quant à Israël, cela constitue une partie essentielle de la politique américaine intérieure, vu que le peuple américain et la force politique accordent une importance particulière à la sécurité et la stabilité israéliennes⁸.

Ainsi, les E-U poursuivent leur soutien politique, militaire et économique à Israël, en dépit des obstacles qui bloquent la réalisation des intérêts américains avec les pays arabes et des sentiments d'hostilités musulmanes contre l'Amérique. En conséquence, résoudre la question palestinienne permettrait de sauvegarder les intérêts américains dans les deux mondes Arabe et musulman.

⁷ Vali Nasr, *“The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat”*, New York, Doubleday, 2013. P.182.

⁸ Ibid. pp. 187-188.

Suite aux transformations en cours dans le monde arabe, et avec la prolifération des courants islamiques et des groupes terroristes, résoudre la question des droits des palestiniens contribuera à traiter les présentes dangereuses crises, à remporter la guerre contre le terrorisme et à limiter l'extrémisme qui règne dans les sociétés arabes et musulmanes. Il sera alors important qu'Obama, se servant de ses pouvoirs présidentiels, prenne une nouvelle initiative pour réaliser un compromis politique global entre les pays Arabes et Israël. Mais il paraît que cela ne surviendra pas avant la fin de son mandat.

Les E-U réalisent que le terrorisme et l'extrémisme répandus dans toute la région, surtout en Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye et en Egypte, constituent une situation dangereuse qui ne se limite pas à la sécurité et à la stabilité au sein de ces pays mais aussi à toute la région et au monde entier. Il est évident de supposer qu'il atteindra l'Europe et les E-U dans un avenir proche. Il semble que les E-U ont réalisé ce danger mais ils le traitent toujours avec prudence ; il semble clair que le président Obama ne veut pas intervenir directement dans aucune des guerres en cours dans les pays arabes tels que l'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye. Le maximum qu'on peut attendre de l'Amérique se limitera aux opérations aériennes contre l'Etat Islamique en Irak et en Syrie et à l'envoi de formateurs militaires pour entraîner l'armée irakienne et la Peshmerga kurde pour améliorer leur capacité de combat.

En réalité, le pétrole, la sécurité d'Israël et sa primauté restent au cœur de la stratégie américaine envers le Moyen-Orient, malgré les accusations adressées à l'administration du président Obama visant son adoption de la stratégie d'indifférence et de non implication à l'égard des crises et des guerres dans la région. Les dangereuses transformations obligent les E-U à réexaminer globalement leur stratégie dans la région avec la nécessité de l'engagement continu et serein à travers la recherche de solutions réalisant la stabilité et rectifiant le déséquilibre dans la balance du pouvoir dans les pays et sur le plan régional, surtout entre l'Iran et les pays arabes. Cela s'est transformé en une question pressante et urgente. Après l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire avec Iran et la levée de la plupart des sanctions au détriment des pays arabes.

Les arguments adoptés par le président Obama pour justifier son non intervention dans les crises du Moyen-Orient et ses guerres ne sont guère acceptés par ses alliés dans la région et surtout par le C C G, puisqu'ils refusent qu'on leur joue le gérant d'estrade.

Que dire du printemps arabe, qu'un prince saoudien a décrit comme étant une simple source d'ennuis et qui est loin d'être des insurrections populaires contre l'injustice, la tyrannie et la demande de réformes politiques, économiques et sociales mais ses dérives sociales, politiques et sécuritaires risquent quand même de poursuivre. C'est pourquoi les événements qui se passent dans les pays du printemps arabe forment une vraie mobilité populaire qui suivent pour la première fois depuis des siècles. Les sociétés ont explosé et un terrain fertile pour les conflits s'est ouvert entre les différents

courants et segments politiques, sociaux, religieux et tribaux sous les bannières du changement et de la recherche de solutions pour les maladies chroniques touchant les sociétés arabes. Cependant, ce mélange explosif de conflits religieux et tribaux et la concurrence sur le pouvoir et l'autorité entre les différentes organisations militaires constituent de véritables risques et conduit les sociétés vers le chaos qui menace les intérêts américains ; y inclus le flux d'énergie, la sécurité d'Israël, la croissance et la propagation des courants terroristes à l'extérieur de la région⁹.

En bref description, on peut dire de la stratégie américaine adoptée par l'administration du président Obama face à la situation actuelle, qu'elle est hésitante et non tranchante. Elle cherche à ne pas généraliser la situation chaotique en Egypte, à contenir les retombées du coup d'état sur les frères musulmans, à contenir l'Iran et son programme nucléaire, à poursuivre la coordination avec la Turquie et l'aide des pays du C C G pour construire leurs capacités sécuritaires et de défense. Cette stratégie se concentre surtout sur le travail indispensable accompli par les pays de l'alliance internationale contre l'organisation de l'E I en Irak et en Syrie et la clôture du dossier nucléaire iranien afin de s'ouvrir plus sur l'Iran. Mais une question gênante se pose: « est-ce que cette stratégie suffit pour faire face aux conséquences géostratégiques régionales si l'extrémisme et le terrorisme ne cessent de se propager et d'exacerber le désaccord entre les sunnites et les chiites et si l'Iran a accru son influence dans divers pays arabes allant du Liban, passant par la Syrie et l'Irak pour arriver aux pays du C C G » .

2. Les tentatives maladroites d'Obama de bâtir une nouvelle doctrine dès son arrivée au pouvoir, jusqu'à la NSS de 2015.

2.1. Est-ce que le président Obama dispose d'une « Grande Stratégie » pour la région?

L'intervention militaire américaine en Libye pour renverser le règne du Colonel Mouammar Kadhafi a suscité d'énormes discussions aux E-U concernant une stratégie particulière émanant du président Obama, que l'on pourrait appeler : « la doctrine Obama ». Cette stratégie visant l'intervention dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord¹⁰. Cette intervention militaire a surgi à un moment où de nombreux experts dans la politique américaine étrangère ont perdu l'espoir de trouver une telle compétence stratégique au sein de l'administration du président Obama. Dans ce même sens, M. Jackson Diehl, commentateur dans le journal *Washington Post*, avait noté que « l'administration du président Obama se caractérise par l'absence d'une Grande stratégie ou plutôt l'absence d'experts stratégiques »¹¹. En même temps, M. John Mearcheimer, l'expert en sciences politiques, a signalé en Janvier 2011 à la revue « *The National Interest* » que les raisons de base des problèmes confrontés par l'Amérique résident dans le fait « qu'elle a adopté une mauvaise Grande stratégie après la guerre

⁹ Ibid. p.253.

¹⁰ Daniel W. Dzezner, “ **Does Obama Have a Grand Strategy ?**”, Foreign Affairs, July/August 2011.

¹¹ Jackson Diehl, “ **Does Obama Have any Strategy on Foreign Policy** ”

www.hotair.com/headlines/archives/2010/11/22/Does-obama-have-any-strategy-on-foreign-policy

froide »¹². De sa part, M. Niall Ferguson, a expliqué dans un article publié dans la revue « *Newsweek* » que « l'administration du président Obama manque d'une grande stratégie consistante et que cela suscite pleins de soucis chez un grand nombre d'anciens experts dans le domaine de l'élaboration de stratégies étrangères »¹³. Dans ce même sens, la plus dure critique provenait de M. Michael Hersch dans le magazine « *National Journal* » où il avait indiqué que « le vrai dogme du président Obama c'est qu'il n'a aucun dogme et que cela semble perdurer »¹⁴.

Cependant, faut-il classer l'absence d'une grande et claire stratégie présentée par le président Obama dans la case des fautes catastrophiques ou graves? En effet, le président George W. Bush avait élaboré une stratégie détaillée et consistante après les attentats du 11 septembre 2001 mais qui n'a pas mené aux résultats souhaités. Aussi, la mise en pratique de cette stratégie a causé des dommages importants pour l'Amérique et pour certains de ses alliés régionaux.

Pour les grandes puissances, il n'est peut-être pas nécessaire d'avoir une grande stratégie écrite et adoptée, comme le remarquent certains experts stratégiques, mais elles sont supposées détenir des éléments de force, surtout militaire et économique. N'empêche qu'avec le besoin de faire face aux changements accélérés et dangereux, il vaut mieux avoir une grande stratégie consistante, puisque cela reflète les buts et les intentions qui doivent être entendus de l'intérieur et de l'extérieur.

À mon avis, la plupart des experts ont commis une erreur en estimant que l'administration du président Obama n'a pas une grande stratégie. On peut alors conclure que la stratégie du président Obama était de ne pas dévoiler une stratégie claire. Elle consiste à se débarrasser de tous les problèmes légués par la précédente administration, et en conséquence, repousser tous ces problèmes vers les alliés régionaux pour qu'ils supportent leur lourdeur avec toutes les conséquences qui en résultent. Cela nous mène à se poser la question suivante: est-ce que la guerre en cours au Yémen est le modèle de ce qu'on demande aux alliés de l'Amérique?

S'approfondir dans cette discussion et tenir à porter des jugements réalistes ou justes nécessitent l'accord sur la définition du concept de la grande stratégie. À mon avis, la mise en place d'une grande stratégie pour une grande puissance à l'instar des E-U et dans une région exposée aux changements et complications telle que la région du Moyen-Orient exige l'adoption d'une des approches suivantes :

- 1- Définir les intérêts nationaux majeurs dans la région et mettre en place les plans opérationnels nécessaires à la réalisation ou la protection de ces intérêts.
- 2- Mettre en place un plan stratégique qui explique la situation globale dominante et son évolution et qui fait le lien entre les politiques précédentes et futures assurant l'affrontement des défis à venir.

¹² John J. Mearsheimer, “ **America Unhinged** ”, January/February 2014 .www.nationalinterest.org

¹³ Niall Ferguson, “ **Why Barrack Obama Needs to Go** “, News week 8/19/12
www.newsweek.com/niall-ferguson-why-barrack-obama-needs-go-64419

¹⁴ Michael Hirsh, “ **Obama : The No-Doctrine President**”
www.nationaljournal.com/nationalsecurity/obama-the-no-doctrine-president-20110329

3- Délimiter le cadre général du mouvement des différentes dynamiques conformes ou opposées aux buts et intérêts supposés être réalisés, et informer les patrons de la mise en œuvre de la politique étrangère/ sécuritaire, afin de les notifier de l'attitude de l'administration ou du président et leur plan d'action.

Certains chercheurs trouvent que la difficulté qu'affronte le président d'une grande puissance comme les E-U et la responsabilité qu'il assume en essayant de changer la stratégie héritée par l'ancien président ressemble à la difficulté rencontrée par le capitaine d'un porte-avions énorme lorsqu'il décide de le faire tourner de 180 degrés et que le processus reste possible à condition qu'il se passe lentement. C'est là où résident les difficultés majeures rencontrées par les présidents américains dans leurs tentatives d'établir leur propre doctrine qui les caractérise de leurs prédécesseurs par leurs approches rationnelles.

L'élément essentiel qu'il faut mentionner lorsqu'on parle de la stratégie d'une grande puissance est la taille de la force militaire et économique que détient cette puissance et qu'elle a l'intention d'utiliser pour réaliser les buts et les intérêts fixés par cette stratégie.

En l'absence des éléments de force nécessaires à sa réalisation, la rationalité adoptée dans la formulation de la stratégie, des objectifs et des intérêts qu'elle vise à réaliser n'a pas d'importance. Il semble alors naturel d'évaluer l'importance de la stratégie à partir de l'existence ou non des éléments de force militaire fonctionnelle et de disponibilité stratégique. Cela nous mène à faire la distinction entre la stratégie qui pourrait être adoptée par un pays européen envers la région du Moyen-Orient et celle adoptée par les E-U. Cette dernière dispose d'une disponibilité militaire et opérationnelle permanentes répartie sur les pays de la région, en plus d'une présence active dans les eaux internationales proches des pays de la région.

Certains historiens évoquent les résultats désastreux causés par l'adoption d'une mauvaise stratégie et l'importance de s'assurer toujours de l'existence d'une stratégie cohérente et rationnelle pour éviter l'échec. Alors que l'Histoire et ses leçons confirment le contraire. Prenons, par exemple, la guerre lancée par les E-U contre l'Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein comme une introduction pour se débarrasser « d'un règne dictatorial injuste », comme un soutien à la guerre contre le terrorisme et comme un élément de changement politique dans les pays voisins. En se servant de l'aide des élites de la droite américaine conservatrice, des experts et des dirigeants au sein des institutions étatiques américaines, l'administration du président Bush a établi une grande stratégie pour exécuter la tâche et a appelé ses alliés pour participer à la guerre. La guerre a pris fin. Elle a coûté un milliard de dollars, sans pouvoir aboutir aux résultats souhaités en Irak ou dans les pays voisins ; l'Irak, par exemple, se plaint du chaos et risque la division, alors que l'Iran et la Syrie ont gardé une attitude hostile envers la politique et l'existence américaine dans la région, aussi a haussé significativement la haine contre l'Amérique chez la majorité des peuples de la région.

2.2. La stratégie de la sécurité nationale de l'année 2015.

L'administration du président Obama a publié la stratégie du président Obama pour la sécurité nationale, qui traite du rôle de l'Amérique dans la direction du monde, ce qui signifie les moyens utilisés par les E-U pour faire face à tous les défis mondiaux afin de défendre les intérêts et les valeurs américaines ainsi que de réaliser la vision de Washington pour l'avenir du monde¹⁵. L'administration du président Obama avait publié la première stratégie de sécurité nationale en l'année 2010, et pendant la période où le président Obama cherchait à mettre fin aux deux guerres lancées par le président George W. Bush en Irak et en Afghanistan, à régler la situation économique et financière détériorée et par la suite sortir de la récession qui a frappé l'Amérique en 2008. Il semble que le moment choisi pour publier cette stratégie a été choisi pour confirmer que le président Obama a une vision avenir du rôle directif que doivent jouer les E-U sur la scène mondiale. Mais il semble clair que l'administration du président Obama est sérieuse au sujet de mettre fin à la guerre en Irak et en Afghanistan, et qu'elle n'interviendra pas militairement dans aucune nouvelle crise.

La conseillère du président à la sécurité nationale, Susan Rice, a présenté la NSS pour l'an 2015 au sein de l'institution Brookings, considérant que cette stratégie comprend les étapes à suivre à court terme pour rétablir la sécurité en Amérique à long terme. Cela réside, à son avis, dans la reconnaissance en un leadership américain puissant et continu formant la pierre angulaire dans le processus de rétablissement d'une paix plus stable et d'une prospérité plus globale dans le monde entier.

Rice a aussi évoqué le rôle du puissant leader américain ; elle s'est demandée comment est-ce que le monde a pu échapper au virus Ebola en Afrique de l'Ouest lorsqu'on craignait une pandémie, et comment est-ce que la Russie a réussi à échapper à sa responsabilité d'avoir lancé la guerre en Ukraine sans l'existence de ce leader américain puissant. Dans ce même contexte, Rice a ajouté que sans les E-U, une coalition internationale rassemblant 60 pays pour affronter « l'E I » n'aurait pas existée. En plus, Rice a listé 4 méthodes à suivre par l'Amérique dans l'exercice de son rôle de leader fort et consolidé¹⁶ :

A- Nous réaliserons la sécurité des Etats-Unis, de son peuple, des alliés et des partenaires à travers:

- 1- le maintien de la défense nationale qui comporte les meilleurs membres entraînés, préparés et leaders au monde.
- 2- la défense et la sécurité intérieure de l'Amérique pour protéger les américains du terrorisme et des catastrophes naturelles.

¹⁵ Tanya Somanader, “ **President Obama National Security Strategy in 2015. Strong and Sustainable American Leadership**”, February 6, 2015.

¹⁶ Ibid

3- le travail pour assurer un monde exempt d'armes nucléaires et s'assurer que les substances nucléaires ne parviendront jamais aux gens malfaisants.

4- le développement de toutes les capacités globales pour détecter toute sorte de menace biologique tel que le virus « Ebola », la prévention de sa prolifération et la réponse rapide aux menaces pareilles, par l'adoption d'un agenda global pour la santé.

B. Nous travaillerons sur le développement d'une économie forte et créative et le développement de l'économie américaine au sein du système de la libre économie mondiale ouverte comme suit :

1- renforcer le système énergétique américain et avoir accès à toutes les sources d'énergie afin de renforcer la croissance économique et le développement sur le niveau mondial.

2- mettre en exécution l'agenda du commerce international et en particulier le commerce avec les pays du Pacifique et de l'Atlantique, ainsi que les investissements et tout ce qui mène à la création d'emplois pour les américains et finalement, pour partager la prospérité économique du pays avec les autres pays.

3- lutter contre la pauvreté, réaliser la sécurité alimentaire, arrêter le fléau de la famine et de la mort à partir de l'application du programme d'aide d'urgence.

C- Nous respecterons et appellerons au respect des valeurs internationales, en Amérique et partout dans le monde à travers ce qui suit :

1- Vivre responsablement en respectant les valeurs intrinsèques et faisant tout pour maintenir la sécurité de notre peuple et de nos alliés.

2- Tendre toutes ses forces pour lutter contre la corruption et encourager le respect du principe de transparence dans la gouvernance s'attacher au principe de la responsabilité.

3- Eduquer la communauté internationale pour empêcher les abus des droits de l'homme et la violence collective et protéger les droits de la femme.

D- Nous mènerons des efforts internationaux pour faire régner la paix, la sécurité et les meilleures opportunités à travers une coopération étroite avec les autres pays à travers :

1- le renforcement de nos alliances et de notre partenariat avec les alliés et les pays amis et la persévérance dans notre rôle de leader dans l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions multilatérales.

2- le maintien de la stabilité dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord par la lutte contre le terrorisme, l'empêchement d'Iran de se procurer une arme nucléaire, l'atténuation et la résolution des causes de conflits.

3- l'encouragement de la durabilité de la prospérité et sa commercialisation, de la stabilisation de la sécurité et de la démocratie dans l'hémisphère occidental. Aussi, l'importance de s'ouvrir sur Cuba est considérée comme pas en avant pour étendre notre engagement.

3. L'influence de l'accord nucléaire avec l'Iran, l'intervention Russe en Syrie et du sommet de Camp David sur la stratégie américaine actuelle.

3.1. Les amendements après l'accord nucléaire avec l'Iran.

Est-ce qu'il existe des modifications après l'accord sur le nucléaire? Nous devons examiner la réponse du président Obama lors d'une entrevue avec le journaliste Thomas Friedman le 4 avril 2015 sur la possibilité d'avoir un changement dans la politique étrangère américaine à la lumière des événements accélérés que témoigne le Moyen-Orient et les guerres au Yémen, en Irak, en Syrie et en Libye¹⁷. Le président Obama avait expliqué en premier lieu le changement de ses positions vis-à-vis de la Birmanie, du Cuba et l'Iran. Il a ajouté que la politique de désenclavement accompagnant la quête de la réalisation des besoins stratégiques américains pourrait mieux servir les intérêts américains dans ces trois pays que de continuer à avoir recours à la politique de sanctions et d'isolement adoptée par l'Amérique dans ces pays pendant des décennies. Le président Obama a ajouté que l'Amérique, détenant d'un pouvoir ultime, a besoin d'avoir confiance en elle-même pour pouvoir prendre des risques bien pensés afin de pouvoir ouvrir de nouveaux horizons comme parvenir à un accord diplomatique avec l'Iran, lui permettant de conserver certaines de ses installations nucléaires en s'assurant qu'elle s'arrêtera, pour une décennie ou plus, de construire une arme nucléaire.

Toujours dans ce sens, Obama dit : « nous avons la force nécessaire pour tester ces idées sans être exposés au danger, et c'est ce que les gens ne réalisent pas ». Il rajoute qu'on croit que : « l'Iran ne peut pas être dissuadée ; or, cela n'est pas vrai, surtout que nous gardons toutes les options et résoudre les questions en suspens avec diplomatie nous laisse plus sécurisés et mieux placés pour protéger nos alliés ». Obama a reconfirmé tous ses engagements à défendre et protéger Israël contre toute attaque iranienne ou autre ». Il s'est adressé au peuple israélien en disant: « il n'existe nulle solution et option pour empêcher l'Iran de se procurer une arme nucléaire mieux que l'initiative diplomatique que nous avons adoptée, ce qui sera démontré dans l'avenir ".

Au sujet de la protection des alliés sunnites de l'Amérique tels que l'Arabie Saoudite et les autres pays du Golfe, Obama explique qu'ils ont de véritables ennemis externes mais aussi des menaces internes, représentées par l'existence de jeunes marginalisés et au chômage ainsi que d'une idéologie destructrice et d'une croyance qu'il n'existe aucun canal légitime de grief. Obama trouve que les E-U doivent travailler avec ces pays et leur expliquer comment est-ce que ils peuvent construire leurs capacités défensives contre les menaces extérieures, « cependant, comment pourrions-nous renforcer le corps politique dans ces pays pour avertir la jeune génération sunnite qu'une autre option que l'E I se présente», se demande-t-il. Il a ajouté qu'à son avis, le plus grand danger ne réside pas dans la possibilité d'une invasion iranienne, mais plutôt d'une insatisfaction populaire interne. Obama a

¹⁷ Thomas Friedman, « Iran And the Obama Doctrine », April 5, 2015
www.mytimes.com/2015/04/06/opinion/thomas-friedman-the-obama-doctrine-and-iran-interview.html

souligné que son message aux Israéliens confirme que le recours à l'option militaire contre l'Iran ne réalisera pas la fin souhaitée et pourra en revanche retarder la réalisation nucléaire pendant un certain temps. Il incitera de même l'Iran pour accélérer le processus d'enrichissement nucléaire.

Et il semble clair que la position du président Obama des pays arabes se résume par la réalité qu'il n'est pas en état de faire le moindre changement dans sa stratégie dans la région, particulièrement lorsqu'il s'agit de permettre une intervention militaire américaine sur le terrain pour contenir les crises dans plusieurs pays arabes. Obama ajoute : « nous sommes prêts à renforcer les capacités militaires des alliés arabes sunnites, mais ils doivent à leur tour, démontrer leur volonté d'utiliser leurs forces terrestres pour résoudre leurs problèmes régionaux ». Obama considère que sa conversation avec les pays du Golfe se concentrera en priorité sur l'établissement d'une capacité défensive efficace. Mais la question principale a été centrée sur les raisons de l'absence d'action arabe pour protéger les droits des civils des violations, lutter contre le président syrien Bashar al-Assad et l'empêcher de mettre son plan en exécution. Il a insisté qu'il faut les rassurer qu'il n'y aura pas une véritable menace externe, ce qui facilitera le dialogue avec l'Iran.

Loin de tout ce qui s'est passé, Obama a vu que, maintenant, les vrais intérêts américains ne résident pas dans l'exploitation de la richesse pétrolière au Moyen-Orient ni dans le contrôle de zones géographiques spécifiques, mais dans le fait de rétablir la paix et d'assurer une vie stable, d'éviter que les amis des E-U soient exposés à des attaques extérieures, d'empêcher le jet des barils explosifs sur les enfants et d'empêcher les déplacements massifs des civils. Mais la question centrale demeure : comment peut-on atteindre ces fins ? En fait, il n'y a aucun changement dans les positions du président Obama ou dans sa stratégie au Moyen-Orient. Et il semble clair qu'Obama avait voulu rassurer Israël, ses amis en Amérique et le Congrès américain et leur fournir des explications soutenant que l'option diplomatique reste la meilleure solution pour contenir les efforts iraniens pour acquérir des armes nucléaires.

Obama a été clair dans sa réponse au sujet de ne pas permettre une large intervention militaire américaine au Moyen-Orient, et que seul est permis le fait d'effectuer des opérations assurant la participation de toutes les parties dans le processus politique selon le principe de « ni vainqueur ni vaincu », qu'elles soient Chiïtes, Sunnites, Kurdes, Israéliennes ou Palestiniennes. Mais les événements qui ont eu lieu au Yémen et la domination des Houthis la plupart des provinces avec le soutien de l'Iran étaient là pour imposer une coalition arabo-musulmane dirigée par l'Arabie saoudite et lancer une guerre aérienne sous le nom de « Tempête décisive » (Assifat Al Hazem) pour tenter de contenir le flux iranien vers la péninsule arabe. Ces évolutions dramatiques ainsi que les incertitudes générées par l'accord irano-américain sur le dossier nucléaire ont élargi l'écart entre les pays du CCG et les E-U. C'est ainsi appelé que le président Obama a convoqué les parties concernées au sommet E-U -pays du CCG qui s'est tenu à Camp David, pour tenter de contenir la détérioration de ces relations.

3.2. L'intervention Russe en Syrie.

Au Moyen-Orient, les relations de l'URSS avec la Syrie ont été ouvertes à l'époque (1955) et se sont traduites par un échange d'ambassadeurs et la signature d'accords commerciaux. L'URSS n'est devenue un véritable allié de la Syrie qu'après l'attentat de Munich (1972). C'est à cette époque que Damas a concédé à l'URSS la base maritime de Tartous.

La Russie, après une éclipse de 25 ans qui a suivi la chute de l'URSS, revient ainsi au centre du jeu diplomatique au Moyen-Orient et tient dans ses mains les clés d'un règlement négocié, elle est le seul pays qui peut parler à tous les pays musulmans quels que soient leur obédience, sunnite ou chiite. Elle dispose d'une élite ainsi que de cadres diplomates et militaires parlant l'arabe dont Evgueni Primakov, décédé 26 juin 2015 à Moscou, était le représentant le plus éminent.

L'intervention actuelle de la Russie en Syrie est l'expression d'une stratégie cohérente qui s'appuie sur des composantes historiques, culturelles, religieuses et civilisationnelles. Elle a été rendue acceptable aux yeux de l'opinion internationale par l'émotion suscitée par la barbarie des exécutions perpétrées par Daesh et la destruction du patrimoine historique de Palmyre. Elle vient à point nommé pour pallier l'inefficacité de la stratégie américaine qui n'a pas réussi à stopper la progression de Daech en Irak et en Syrie malgré 18 mois de frappes aériennes.

La lutte contre le salafisme en Syrie est ainsi pour les Russes une guerre civilisationnelle alors que les salafistes sont pour les américains qu'un ennemi de plus qu'il faut contenir plutôt que détruire, mis presque au même rang que la Russie, dans le cadre de leur stratégie de domination mondiale.

Durant l'été 2015, alors que les armées d'Assad reculaient sur tous les fronts, seul Vladimir Poutine a perçu les risques d'une chute prochaine de Damas et les conséquences qui en résulteraient dans la population musulmane de la Fédération de Russie et a décidé d'intervenir massivement début septembre, permettant à l'armée syrienne de reprendre l'offensive

Vladimir Poutine a compris ce que le président Obama a été incapable de percevoir : si Damas devenait capitale islamique aux mains de l'Armée de la conquête (Al Nosra et consorts) ou de l'E I, ou des deux, « l'islamisme aurait prouvé sa force. Et alors, rien ne pourrait arrêter la vague d'enthousiasme populaire mondiale qui s'ensuivra et aucune armée ne sera lancée à l'assaut de cette ville de deux millions d'habitants. Le monde basculera comme il a basculé symboliquement à la chute du Mur de Berlin ».

La Russie a donc les mains libres en Syrie car la campagne des primaires pour les élections présidentielles de 2016 bat son plein aux E-U et se focalise comme d'habitude sur les questions de politique de sécurité intérieure, d'économie et de social. Obama, poussé par le camp démocrate, fera tout pour finir son mandat avec un succès contre Daesh sans toutefois prendre le risque qu'un seul

soldat américain soit fait prisonnier par l'E I. Il est donc obligé de laisser faire Poutine en espérant au final partager avec lui les marrons que le leader russe aura retiré du feu islamiste.

Poutine a lié la décision de l'intervention militaire en Syrie avec la nécessité d'affronter l'extrémisme et le terrorisme islamique et de prévenir ses risques sur la stabilité à l'intérieur de la Russie, qui a dû faire face au cours des dernières années, une telle menace. L'action militaire russe vient pour répondre à la stratégie des pays occidentaux qui visait à affaiblir la Russie et l'isoler à travers un régime de sanctions imposé dans le contexte de son ingérence en Ukraine et l'occupation d'une large partie du territoire Ukrainien. On peut, dans ce contexte, considérer les actions militaires de la Russie en Syrie qu'elle constitue une tentative directe pour éloigner les regards du monde de son ingérence en Ukraine et l'annexion de la Crimée au territoire Russe. Il est naturel de chercher les raisons de Moscou pour maintenir ses intérêts vitaux en Syrie à cause des liens militaires étroits entre les deux pays qui existent depuis l'époque de l'URSS. Ici, il faut mentionner l'importance de la base navale de Tartous pour la présence navale russe dans la mer Méditerranée, qui reste le seul refuge pour les navires russes.

Les pays occidentaux se dressent maintenant devant un dilemme à double dimension, la situation exige de contenir l'attaque Russe en Syrie et prévenir la menace des pays alliés à l'Ouest, y compris la frontière de l'OTAN avec la Turquie d'un côté et faire face au terrorisme fondamentaliste de «l'Etat islamique» et «al Nosra» et de limiter la vague des réfugiés syriens d'un autre côté. En outre, un sens de responsabilité morale de l'Occident pour empêcher la continuation de ce massacre en cours en Syrie et donc rechercher une solution avec la création d'un régime alternatif au régime de Bachar al-Assad.

Mais les pays occidentaux ne sont pas parvenus à ce jour, et malgré l'intervention militaire Russe à élaborer une stratégie claire et efficace pour faire face à toute la détérioration en Syrie et de traduire les objectifs en un plan qui met fin à la tragédie de mort et de destruction causée par l'intervention Russe. Il est certain qu'il n'est pas plus possible de demander à la Russie de cesser ses opérations en Syrie, ce qui met l'Occident en face d'une option qui se concentre sur le dialogue avec la Russie et l'Iran dans le but de rechercher la solution politique souhaitée.

Au Moyen-Orient, la Russie est de retour sur le théâtre des opérations, dans une alliance avec la Syrie, l'Iran et le Hezbollah; le gouvernement irakien étant un membre de facto de cette coalition. Qu'on se souvienne que l'une des plus grandes réussites de la politique étrangère américaine de ces quarante dernières années est d'avoir permis la sortie d'Égypte de l'URSS. L'un des plus grands échecs de la politique étrangère d'Obama sera donc le retour de la Russie au Moyen-Orient, avec des troupes au sol et une participation active dans une guerre contre des forces modérées cherchant à renverser Assad et à le remplacer par un régime favorable à l'Occident.

3.3. Les options et les amendements après le sommet de Camp David avec les dirigeants des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

Le Ministre saoudien des Affaires étrangères Adel Al-jubeir, a exprimé sa satisfaction totale de l'issue du sommet de Camp David entre les E-U et le C C G, qui s'est tenu le 14 mai 2015, décrivant le sommet d'« historique et sans précédent »¹⁸. Mais malgré cette description optimiste du sommet, on se demande à quel point le président Obama a réussi à « rassurer les pays du Golfe », question considérée comme « critère de succès ou d'échec du sommet ». Est-ce que les pays du Golfe se sont rassurés comme requis à la fin du sommet? Les Américains disent oui, la grande majorité des Arabes, y compris les citoyens des pays du Golfe disent non ou oui qui se croise avec « mais », et qui implique une plainte amère provenant de nombreux citoyens du Golfe et des Saoudiens, à cause de la trahison de Washington ses anciens alliés dans l'intérêt d'un pays représentant la corruption par ses interventions dans les pays arabes et son financement des organisations terroristes menaçant les Arabes et les Américains à la fois¹⁹.

D'après le communiqué de clôture et les déclarations ultérieures du président Obama, de nombreux experts arabes et américains se sont mis d'accord sur le fait que l'administration d'Obama a présenté aux pays du Golfe ce qu'elle peut présenter dans les limites de la stratégie menée dans la région, et il semble qu'elle n'a pas l'intention de l'élargir ou de la développer. En effet, cela requiert l'approbation du Congrès pour répondre à la demande des pays du Golfe de se distinguer et être considérés comme allié principal de l'extérieur de l'OTAN, à l'instar de la Corée du Sud et du Japon, ou même répondre à leur demande d'acheter des armes sophistiquées comme l'avion F-35 parce que cela bouleversera l'équilibre militaire avec Israël²⁰.

Les opinions des experts américains et du Golfe concernant l'évaluation des résultats du sommet divergeaient. Certains ont trouvé que les résultats étaient au profit des pays du Golfe de façon remarquable et sur plusieurs aspects extrêmement importants. D'autres ont vu que la langue de rédaction du communiqué conjoint ne promettait pas beaucoup. Selon M. Elliott Abrams, expert dans les affaires du Moyen-Orient dans de précédentes administrations américaines, « les défis affrontés par le CCG ne résident pas dans la crainte d'une invasion iranienne mais plutôt dans les problèmes, le terrorisme et le sabotage effectués par l'Iran ainsi que dans son ambition de fabriquer une arme nucléaire. En somme, les promesses évoquées dans le communiqué ne résolvent pas ces questions. Des promesses supplémentaires ont été faites par Obama mais qui ne satisfont pas aussi les pays du

¹⁸ Hiba Al Koudssi, « **Adel Al Joubair affirme que les pays du Golf sont satisfaits des résultats du sommet de Camp David** », Al Chark El Awsatt 16/5/2015, p.3 .

¹⁹ Khaled Al Dakhil, « **Pourquoi faire appel à Washington en première** », Al Hayyat, 17/5/2015 ? P.9.

²⁰ Ibid

Golfe ». M. Adams a ajouté que « les pays du Golfe attendaient des E-U une nouvelle politique étrangère dont le rôle est de paralyser l'Iran mais cela n'a pas eu lieu »²¹.

En raison des quelques analyses négatives faites par des experts dans les affaires politiques américaines au Moyen-Orient, une question se pose: Pourquoi Obama n'a pas réagi face aux sollicitations du Golfe d'avoir des attitudes américaines claires et fermes envers la menace iranienne à la péninsule arabe, et de relancer les anciens engagements américains visant à protéger la sécurité du CCG et sa stabilité?

Il semble que le président Obama possède des options et des orientations stratégiques basées sur des convictions et des constantes qu'il a adoptées depuis les élections présidentielles et avant son arrivée à la maison blanche. Il a fait de ces options et orientations le point de départ fondamental de la politique étrangère américaine et des options stratégiques adoptées au Moyen-Orient.

L'ancien Ministre de la Défense dans le gouvernement d'Obama et l'ancien chef de la C.I.A. Leon Panetta a évoqué ces choix dans son livre "Worthy Fights" ; il dit que le président Obama a participé aux élections en se basant sur la critique du recours excessif de l'administration Bush à la force militaire, et surtout sur le fait de confondre Islam et terrorisme. Il ajoute qu'il était plus facile pour Obama de mettre fin à la guerre en Irak qu'il considère « de son choix » en comparaison avec la guerre en Afghanistan, considérée comme « guerre obligatoire »²², en augmentant la taille des forces participant à la guerre pour y mettre fin et de se retirer, laissant derrière lui une nation stable où Al-Qaida ne peut pas trouver d'abri. Panetta reconnaît, à la fin de son livre, « qu'il est commun ces jours-ci (à l'ère d'Obama) de dire, à Washington, que le pays n'a jamais été assez divisé et que le gouvernement souffre d'un dysfonctionnement général »²³. Il continue en disant que le pays pense différemment (du gouvernement) ; les américains se soucient des questions importantes et se sentent frustrés quand ils perçoivent que Washington est incapable d'abandonner les petits problèmes pour résoudre les problèmes majeurs.

En revanche, M. Khalid al-Dakhil, universitaire et écrivain de l'Arabie Saoudite, analyse les résultats du sommet dans un article publié dans le journal Al-Hayat ; l'administration du président Obama a accordé au Golfe ce qu'elle peut dans les limites de sa politique dans la région, et les limites de la stratégie des E-U qui ne peut être ni élargie ni développée sans l'approbation du Congrès. Au sujet de la politique adoptée par l'administration d'Obama, M. al-Dakhil rajoute qu'on peut accuser le président Obama d'être contradictoire, mais non pas de mystérieux. Obama était clair dès sa candidature pour la première fois en 2007, quand il a confirmé qu'il ne veut pas être un président ordinaire dont les réalisations ne dépassent pas un nom figurant sur la liste des présidents de

²¹ « **Experts du Golfe et des Etats-Unis, Camp David, Un Plan d'action commun** », Al Chark El Awsatt , 16/5/2015.

²² Leon Panetta, « Worth Fights », New York. Pinguin Press, 2014. P.257.

²³ Ibid . p.464.

l'Amérique. Il aspirait à être un président différent des autres et cette différence se réalisera d'après son ouverture sur les ennemis traditionnels de l'Amérique tels que Cuba et Iran²⁴.

De son côté, le Ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir, trouve que le sommet avait atteint de bonnes concertations en ce qui concerne la formation militaire commune, l'élaboration de systèmes sophistiqués, le développement d'un système de défense antimissile et de missiles balistiques et des systèmes d'alarme ainsi que la discussion de la création des forces d'intervention rapide, la lutte contre les attaques cybernétiques et finalement le renforcement des relations stratégiques profondes entre les deux parties. Le président Obama a assuré aux dirigeants des pays du Golfe que les Etats-Unis se tiendront à leurs côtés face aux attaques extérieures et qu'il a eu des conversations honnêtes au sujet de l'Iran et de l'E I ainsi que sur d'autres questions. Al-Jubeir a continué en ajoutant que le président Obama a montré une parfaite compréhension du danger de l'intervention iranienne dans les affaires de la région, il était aussi bien conscient du soutien iranien au terrorisme et des mouvements de déstabilisation de la région. Obama a admis que les menaces de déstabilisation de l'Iran constituent une menace plus large que la menace nucléaire. En ce qui concerne l'affaire syrienne qui est l'une des questions cruciales sur le plan arabe et saoudien, le rôle de l'Iran et de ses alliés et la détermination du sort de la Syrie dans l'avenir, Al-Jubeir ajoute : « nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de redoubler les efforts pour soutenir l'opposition syrienne modérée, et nous nous sommes convenus sur l'importance d'être ouverts sur une solution politique qui n'inclut pas le président Al Assad et que ce dernier n'a pas d'avenir en Syrie. De plus, Il y a une coordination concernant la procuration d'aides, d'armes et de formation à l'opposition »²⁵. C'est ainsi qu'il semble clair que les E-U campent sur leur position de ne pas intervenir en Syrie pour établir une zone de sécurité ou imposer une zone d'exclusion aérienne pour empêcher le système de continuer à bombarder les civils par des barils explosifs.

Outre la réaffirmation de l'étroit partenariat entre les deux parties face aux menaces communes, le travail sur le désamorçage des crises régionales et la coopération pour contrer les menaces, les points essentiels de l'accord sont les suivants²⁶:

- Coopérer pour faire face aux activités de l'Iran déstabilisant la région, renforcer le secteur sécuritaire et renforcer les capacités des pays du Golfe pour les rendre capables de se défendre.
- Prendre les mesures pratiques pour développer un système de défense antimissiles et les missiles balistiques dans toute la région ainsi que développer un système d'alerte précoce.
- Assurer un approvisionnement rapide en armes pour les pays du Golfe selon leur besoin et créer un bureau d'achat pour les ventes militaires à l'étranger, spécialisé pour les ventes aux pays du Golfe²⁷.

²⁴ The New Yorker Magazine- Interview With Obama, January 21, 2014.

²⁵ Hiba Al Koudssi, « Adel Al Joubair : **Nous allons travailler avec les Américains pour faire face à DAECH et l'intervention de l'Iran** », Al Chark El Awsatt , 16/5/2015, p .30.

²⁶ Al Chark El Awsatt, « **Les points les plus importants de l'accord au sommet de Camp David** », 16/5/2015.

Dans ce contexte, Obama a considéré que les relations entrent dans une nouvelle phase dépendamment des décisions qui seront prises.

- Assurer la liberté de navigation dans les eaux internationales, lutter contre la piraterie et intercepter les expéditions illégales d'armes vers les régions de conflit, tout en assurant la distribution de l'énergie dans la région du Golfe en garantissant la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz. Aussi, l'accord sur l'organisation de réunions ministérielles et techniques pour discuter des Affaires étrangères, de la Défense, de la Sécurité et des Affaires économique ainsi que l'organisation d'un sommet pareil à celui de Camp David 2016, étaient étonnants.

En échange de ces engagements américains à soutenir la sécurité et la stabilité du Golfe, Obama a obtenu une promesse des dirigeants du Golfe à soutenir l'accord nucléaire avec Iran.

Il paraît que les dirigeants du C C G ont obligé Obama à changer son attitude négative de leur plainte qui a été publiée dans le « New York Times » comme suit : « il se peut que le plus grand risque que ces pays (pays du Golfe) pourraient rencontrer ne proviendra pas d'une invasion iranienne, mais d'une insatisfaction au sein de ces pays ». Cela signifie qu'Obama considère que le problème essentiel de la sécurité des pays du C C G, ne réside pas dans l'Iran en tant que pays, mais dans l'opposition des pays du Golfe à la nécessité de mener des changements de l'intérieur et de répondre aux changements en cours dans la région. Il paraît qu'Obama a décidé, compte tenu des données du sommet, de changer sa position et de montrer son approbation de l'avis des pays du Golfe selon lequel l'Iran constitue une véritable menace pour eux et qu'ils doivent contrer la menace, et que les E-U devront être partenaire de leur protection contre les menaces extérieures²⁸. Certains trouvent qu'il s'agit dans la politique étrangère américaine d'une conspiration vu qu'Obama se tient pour l'ouverture sur l'Iran au détriment de la sécurité et la stabilité des pays arabes et du Golfe. Or le sommet de Camp David a pris lieu pour dire que la politique étrangère est le produit de décisions et non de complots et que cette politique est influencée par trois facteurs : le système politique présidentiel soumis à la supervision et la responsabilisation du Congrès, le système démocratique pour l'échange de pouvoir tous les quatre ou huit ans et le développement et événements étrangers qui affectent les intérêts et la sécurité de l'Amérique²⁹. Nous devons reconnaître l'importance et le rôle du président des E-U dans la prise de décisions politiques et stratégiques dans la région, et reconnaître que les événements pourraient inciter les présidents, tel que George W. Bush à mener deux guerres, en Irak et en Afghanistan, et en conséquence, obliger d'autres, tel que le président Obama à se mettre à l'écart des crises de la région, même si cela va conduire à des conflits et par la suite à la mort de centaines de milliers d'innocents en Syrie, en Libye, au Yémen et en Irak.

²⁷ Kevin Liptak and Elise Labott, »Obama : U.S. Would Use Military Force to Defend Gulf Allies «
www.cnn.com/2015/05/16/PPpolitics/obama-saudi-gcc

²⁸ Khaled Al Dakhil, « **Pourquoi faire appel à Washington en première ?** »

²⁹ Farid Al Khazen, « La politique étrangère des Etats-Unis, pragmatisme sans culpabilité », AL Safir .

Pour évaluer objectivement les résultats du sommet, il faut revenir à la déclaration de M. Anthony Cordesman, l'expert défensif et en stratégie, dans un article publié dans le journal américain le 15 mai 2015, disant que le sommet va soulever l'alliance stratégique et historique entre les deux et que si l'accord nucléaire avec l'Iran se finalise, il ne représentera pas un changement régional pour les E-U qui maintiendra une importante position stratégique dans la défense du C C G. Dans ce même contexte, restent le temps et l'évolution des événements accélérés les seuls capables de prouver la crédibilité du président Obama dans la mise en œuvre des engagements notés dans le communiqué final du sommet de Camp David avec les dirigeants du Conseil de Coopération du Golfe.

Conclusion

Bien que le rôle des E-U dans la direction du monde au début de la présidence d'Obama n'ait pas le même pouvoir qu'avant, sous le prétexte de la stagnation économique et les répercussions désastreuses des deux guerres en Irak et en Afghanistan, et bien que nous ne puissions pas nier l'existence de problèmes économiques majeurs auxquels l'économie américaine fait face, les chiffres prouvent que l'économie américaine est toujours la plus importante dans le monde. En effet, dire que des pays et des marchés capables de rivaliser avec l'économie américaine existeront est de pure imagination. Ce recul dans le rôle stratégique de l'Amérique dans le monde s'est produit en raison de la récession, qui a duré quatre ans, aussi, la véritable raison est la baisse de la confiance du leadership américain en soi et dans la capacité de l'Amérique à utiliser son pouvoir et son influence.

Les événements qui se passent au Moyen-Orient depuis l'an 2011, reconnus sous le nom de «printemps arabe», ont donné l'espoir d'avoir un changement social, économique et politique. Cependant, la montée en puissance des islamistes, l'explosion des conflits, le déséquilibre entre les forces régionales et les tentatives de l'Iran pour contrôler certains pays arabes tels que : l'Irak, la Syrie, le Liban, le Yémen et le Bahreïn, tous ces changements historiques ont créé des situations plus complexes dans la région et dont le traitement ou l'ajustement exige une présence américaine active et nécessite le soutien de l'investissement international qui constitue la base d'une stratégie globale équivalente à un «Marshall Plan» au Moyen-Orient. Nous devons nous demander : comment les E-U, qui avaient atteint la stabilité et la prospérité dans le monde entier depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sortent du Moyen-Orient et le laisse déchiré par les transformations historiques et l'attaque iranienne pour reconstruire un nouvel empire? Le retour de l'Amérique dans la région afin d'atteindre l'équilibre nécessaire, contribuer au contrôle des mouvements terroristes et relancer l'économie, semblent urgents.

En vertu de l'adoption d'Obama de la politique de neutralité au Moyen-Orient, et avec le coup d'état effectué par les houthis contre le président Abd Rabbo Mansour Hadi et son gouvernement et en plus de l'intervention militaire russe en Syrie et le désir saoudien d'intervention en Syrie, le fossé entre les relations E U - CCG s'est considérablement élargi et une atmosphère de suspicion et de méfiance a régné entre les alliés historiques. L'opération «Tempête décisive» tirait la sonnette d'alarme sur la possibilité de détérioration de la situation jusqu'à atteindre une guerre régionale entre l'Iran et la coalition régionale dirigée par l'Arabie Saoudite. Obama a appelé alors au sommet de Camp David pour présenter de nouveaux engagements américains dont le plus important est d'affronter toute menace extérieure aux pays du Golfe. Cependant, cet engagement s'opposera sans doute à la décision claire d'Obama de s'ouvrir sur l'Iran et de coopérer avec ce pays dans divers domaines après la signature de l'accord nucléaire.

La politique étrangère américaine se renouvelle en acceptant dans une analyse du court terme le multilatéralisme, sans renoncer à préserver son hégémonie. L'heure est venue, plus de quinze ans après le basculement du monde en 2001, de revoir le jeu des alliances entre les E-U et le monde. Si l'OTAN permet de consolider l'assise américaine en Europe et en Amérique du Nord, les E-U ont besoin d'alliés solides au Moyen-Orient. S'il n'est pas encore question d'alliance avec l'Iran, il s'agit de trouver un modus vivendi, à savoir les fondements d'un accord solide.

L'administration Obama n'a plus le temps pour rectifier sa stratégie dans la région, et elle n'a ni la foi ni le courage de le faire ; il faut donc attendre l'arrivée d'un nouveau président qui mettra en place une importante stratégie capable de corriger la précédente.

The evolution of US strategy in the Middle East during the presidency of Barack

Obama

The Middle East and South West Asia have witnessed consecutive wars, some of which were internal and others external while the United States has played a major or minor role without any exception.

However, the huge paradox lies in the fact that the United States has found itself in a state of confrontation and animosity during this stage with most of the players in these crises and wars such as Iran, Iraq, al-Qaeda and Taliban while these players were in a state of aggravated animosity among each other.

The United States has led a controversial war against Iraq, continued its rigid conflict with Iran and invested modest efforts in solving the Palestinian – Israeli conflict while it denied al-Qaeda any safe haven after bringing the Taliban regime to its knees. However, these developments brought instability which extended to large parts of Pakistan.

In light of the complicated situations in the Middle East, the question remains focused on the following: What are the best choices that the United States can adopt to better serve its interests and keep peace and stability while respecting the interests and aspirations of its regional allies in a way that can be accepted by the other world powers? In many instances, the chosen choices become prone to fail whenever an incident occurs in a state of minor importance.

In light of the facts surrounding the United States Strategy in the Middle East with all of its hopes and the disappointments it causes to the future of the region it has become necessary that the Americans learn how to cope in a region where developments are unpredictable and that the peoples of the Middle East should learn how to deal with a Greater Power such as the United States since it is extremely hard to predict what the United States policies can achieve of the choices and promises due to the short presidential terms of the United States presidents.

Moreover, the search for the basis and development of the United States Strategy in order to identify the strategy of President Barack Obama toward the Middle East in light of the choice he made to retreat militarily from the region and to open up toward Iran after an animosity that lasted more than three and a half decades necessitates to be divided into different headlines: First, the development of the United States Strategy in the Middle East; second, the basis of the United States Strategy; third, does president Obama possess a wider strategy? Forth, the 2015 National Security; fifth, the amendments added to the Nuclear Agreement with Iran; sixth, The Russian intervention in Syria; seventh, the choices and amendments made after the “Camp David” summit with the Gulf Cooperation Council leaders, eighth ,reaching brief conclusions.

Bibliographie

1. Public Broadcasting Service, “What have been the role and effects of U.S. foreign policies and actions with Middle East”.
2. Richard Haas, “The Irony of Americans Strategy, putting the Middle East in Proper Perspective”, *Foreign Affairs* article, May/June 2013.
3. Denis Ross, “Obama II and the Middle-East: Strategic Objective for U.S”, The Washington Institute, March 2013.
4. Stephen Walt, “U.S. Middle East Strategy: Back to Balancing”, *Foreign Policy*, November 21, 2013.
5. The Brookings Institution and the Council of Foreign Relations in a joint efforts published book: “Restoring the Balance: A Middle East Strategy for the Next President”.
6. George W Bush, “Decision points”, New York, Crown publishers, 2010.
7. Condoleezza Rice, “No Higher Honors”, New York, Crown publishers, 2011.
8. Edmond Morris, Dutch, “A memoir of Ronald Reagan”, New York, Random.

Articles En Anglais

Lawrence Freedman, “A Choice of Enemies”, p. 506.

Margret Mac Millan, “Peace Makers”, John Mursay. London, 2001, pp. 19 – 21.

Zbigniew Brzezinski, “Strategic Vision- America and the Crisis of Global Power ” Basic Books, New York, pp. 20- 21.

Henry Kissinger, “Does America Need A Foreign Policy?” New York Simon and Schuster, 2001, pp. 17-31.

James P. Pfiffner, “George W.Bush: Policy,Politics, and Personality”, The School of Public Policy, George Mason University p. 176

Vali Nasr, “The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat”, New York, Doubleday, 2013. P.182.

Ibid.

Daniel W. Drezner, “Does Obama Have a Grand Strategy?” *Foreign Affairs*, July/August 2011.
John J. Mearsheimer, “America Unhinged”, January/February 2014 .www.nationalinterest.org

Tanya Somanader, “President Obama’s National Security Strategy in 2015. Strong and Sustainable American Leadership”, February 6, 2015.

Leon Panetta, « Worthy Fights », New York. Pinguin Press, 2014. P.257.

The New Yorker Magazine- Interview with Obama, January 21, 2014.

Articles En Arabe

Heba el Koudsy, « Adel Al Joubair affirme que les pays du Golf sont satisfaits des résultats du sommet de Camp David », **AL Sharq al awsat** 16 /5/2015, p .3 .

Khaled Al Dakhil, « Pourquoi faire appel à Washington en première », **Al Hayat**, 17/5/2015 ? P.9.

AL Sharq al awsat, « Experts du Golfe et des Etats-Unis, Camp David, Un Plan d'action commun », 16/5/2015.

Heba el Koudsy, « Adel Al Joubair : Nous allons travailler avec les Américains pour faire face à DAECH et l'intervention de l'Iran », **AL Sharq al awsat**, 16/5/2015, p .30.

AL Sharq al awsat, « Les points les plus importants de l'accord au sommet de Camp David », 16/5/2015.

Khaled Al Dakhil, « Pourquoi faire appel à Washington en première ? »

Farid Al Khazen, « La politique étrangère des Etats-Unis, pragmatisme sans culpabilité », **AL Safir** .

Sites Internet

[www.Learningenglish.voanews.com/content/american-history-bill-clinton's-second-term-as-president Jackson Diehl "Does Obama Have any Strategy on Foreign Policy"](http://www.Learningenglish.voanews.com/content/american-history-bill-clinton's-second-term-as-president-Jackson-Diehl-Does-Obama-Have-any-Strategy-on-Foreign-Policy)

www.hotair.com/headlines/archieves/2010/11/22/Does-obama-have-any-strategy-on-foreign-policy

Niall Ferguson, "Why Barack Obama Needs to Go ", News week 8/19/12

www.newsweek.com/niall-ferguson-why-barrack-obama-needs-go-64419

Michael Hirsh, "Obama: The No-Doctrine President"

www.nationaljournal.com/nationalsecurity/obama-the-no-doctrine-president-20110329

Thomas Friedman, « Iran And the Obama Doctrine », April 5, 2015

www.nytimes.com/2015/04/06/opinion/thomas-friedman-the-obama-doctrine-and-iran-interview.html

Kevin Liptak and Elise Labott, »Obama: U.S.Would Use Military Force to Defend Gulf Allies »

www.cnn.com/2015/05/16/PPpolitics/obama-saudi-gcc

www.nationalinterest.org

Annexe 1 : Acronymes

- CCG : Conseil De Coopération Des Pays Du Golfe
- EI : Etat Islamique
- E-U : Etats- Unis
- ISIS : Etat Islamique
- JN : Jabhat al-Nusra (Front al-Nusra)
- M O : Moyen-Orient
- NSS : La Stratégie De Sécurité Nationale
- URSS : L'Union Soviétique
- YPG : Yekîneyên Partisana Gel (Unités de protection du peuple Kurde)

Annexe 2 : Le Proche et le Moyen Orient



Annexe 3 – Comparaison des représentations des enjeux du système-monde selon une approche cognitive entre les Etats-Unis et l’Iran

Représentation ...	Les Etats-Unis	L’Iran
<i>Du nucléaire et de la politique de contre-prolifération</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Menace pour la sécurité nationale (peur de la dissuasion) - Opacité et intransigeance de l’Iran et de l’idéologie des Mollah 	<ul style="list-style-type: none"> - disposer du nucléaire comme un droit légitime, inaliénable - recherche sur le nucléaire pour des fins civiles comme un impératif de sécurité énergétique et non militaire (logique de diversification)
<i>De la révolution iranienne</i>	Perte d’un allié dans le cadre de la politique du <i>containment</i>	Résistance aux Etats-Unis
<i>Du Shah d’Iran</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Allié des Etats-Unis - Mise en œuvre d’un programme de nucléaire civil (sous surveillance) 	Dénoncé par la Révolution comme ayant fait de l’Iran un régime totalitaire
<i>De la Puissance</i>	Atténuation de la puissance de l’Iran au profit d’Israël	<ul style="list-style-type: none"> - L’Iran comme une puissance régionale, impliquée dans la lutte d’influence pour le leadership régional (contre l’Arabie Saoudite) - L’Iran comme puissance nucléaire « pour punir les ennemis arrogants de l’Islam » - Le monde comme multilatéral

Annexe 4 : La situation en Syrie après l'intervention Russe

